FEDERATION INTERNATIONALE DES OUVRIERS DU TRANSPORT

FASCISME

KEMPSTON
BEDS.
ANGLETERRE

DONNEES ET CHIFFRES SUR LES DICTATURES

PARAIT EN FRANÇAIS, ANGLAIS, ALLEMAND, NEERLANDAIS, SUEDOIS, ESPAGNOL ET ESPERANTO

PRIERE DE REPRODUIRE EN MENTIONNANT LA SOURCE (I.T.F.)

No.13
8ème année

le 13 juillet 1940.

Commissaire nazi à la tête des syndicats hollandais.

(I.T.F.) Le Commissaire pour la Hollande a démis de leurs fonctions les dirigeants de la Centrale syndicale néerlandaise et a nommé le président de l'organisation ouvrière jaune du Parti national-socialiste hollandais, comme Commissaire de la Centrale syndicale néerlandaise. (Annoncé par la Radio de Hilversum, le 16 juillet 1940.)

Résistance et terreur aux Pays-Bas. (I.T.F.) L'occupation de la Hollande n'a pas procuré jusqu'ici beaucoup de plaisir à Hitler. L'art de la persuasion et la propagande y ont manqué leur effet. Hitler a donc, dès la fin de juin, eu recours à des mesures plus sévères et a fait remplacer le premier gouverneur militaire --un général allemand de la vieille école qui avait conservé quelques scrupules humains--par le président du corps d'aviation nazi, le général Christiansen,qui reçoit ses instructions entre autres du secrétariat du Parti nazi à Munich. Le nouveau gouverneur se passe des palabres conciliatoires et des phrases concernant la généreuse protection des Nazis il essaye d'intimider les Hollandais par des menaces. Dans un ordre diffusé l'après-midi du premier samedi de juillet comme "communiqué spécial" par la radio hollandaise,il menace de faire interner en Allemagne comme prisonniers de guerre tous les soldats hollandais démobilisés qui ne se conduisent pas selon ses désirs. Quiconque insulte ou offense un soldat allemand sera puni d'emprisonnement; celui qui se livre à des voies de fait sera passible de la peine capitale.

Ces paroles annonçant une terreur ouverte ne sont pas pour surprendre. Personne en effet ne s'attend à autre chose de la part des Nazis. L'ordre du jour du général nazi ne vaudrait pas la peine d'être mentionné s'il ne permettait en même temps de tirer des conclusions relatives à la résistance qu'il rencontre en Hollande. Les fanfaronnades du général nazi confirment que "pour une importante partie de la population néerlandaise la guerre n'a pas pris fin par la mise hors combat de son armée"; il prétend que, malgré les risques, des Hollandais indiquant aux aviateurs anglais des objectifs militaires. Le général nazi est forcé en outre de constater que des soldats hollandais se soustraient à l'obligation de saluer les militaires allemands,qui leur a été imposée par les Nazis. Ils ne saluent soit pas du tout, soit avec une telle nonchalance que le salut devient une offense. Il se voit obligé de mettre la population en garde contre des manifestations de sympathie à l'égard du gouvernement néerlandais qui, de Londres, organise la lutte pour la libération . Il s'élève contre les militaires et les civils qui omettent de rendre au symbole de la souveraineté allemande, la bannière à la croix gammée, l'honneur qu'exigent les conquérants. Il menace de sanctions les Hollandais réservés qui simplement par leurs "convictions"(!) blessent"les légitimes sentiments de fierté du soldat allemand". Mais il se voit aussi obligé de prévoir la peine de mort pour des voies de fait contre des soldats allemands: il lui faut protéger les soldats armés,contre des actes de violence de la part d'ouvriers, de paysans et d'autres civils sans armes.

Lorsque la Gestapo allemande mit à la disposition du Statthalter nazi à la Haye, un régiment de gardes des camps de concentration, les "SS tête de mort", il déclara d'un air suffisant: "Nous savons qu'ici en Hollande, le peuple est de race germanique et comprendra un jour la grandeur de l'acte accompli par le Führer lorsqu'il a pris en mains le destin de ce peuple". Cela se passait le 19 juin. Dix jours plus tard le général nazi dut reconnaître l'échec des efforts des Nazis pour gagner la population hollandaise à leur cause. Le mythe des races se brise contre l'esprit de liberté.

Les ouvriers hollandais ne veulent rien savoir des Nazis.---------- (I.T.F.) A l'instar de Berlin, les Nazis hollandais avaient créé, il y a des années, une "Union nationale de Travailleurs" afin de "délivrer les ouvriers des chaînes des syndicats". En dépit de généreux subsides de la part des nazis berlinois, cette union jaune ne comptait, selon ses propres indications, le jour de l'invasion par les troupes allemandes, que 4.000 membres. Les syndicats libres hollandais par contre comptaient à la même époque près de 700.000 ouvriers et employés.

Même après l'occupation de la Hollande, l'Union nationale jaune ne fit guère de progrès. Ses dirigeants avaient toujours prétendu autrefois, que les ouvriers hollandais étaient au fond tous d'enthousiastes Nazis et que ce n'était que la prétendue terreur exercée par les syndicats qui les retenait de s'affilier à "l'Union nationale de travailleurs". Mais même après l'occupation de la Hollande, lorsque, protégés par les baïonnettes allemandes, les Nazis hollandais étaient l'unique groupe qui bénéficiât encore d'une pleine liberté de recrutement, leur succès fut minime.

Il y a en Hollande 700.000 syndicalistes. L'organisation jaune nazie n'avait atteint, fin juin, qu'un effectif de 10.000 membres en admettant que les données --incontrôlables-- fournies par le président de cette organisation, soient exactes.
(Du discours du président de l'organisation fasciste du 4 juillet 1940.- Voir aussi "Fascisme" du 8 juillet 1939.)

Déportation en Allemagne d'ouvriers danois et hollandais. ---------- (I.T.F.) Un Office allemand pour le recrutement d'ouvriers danois devant être transférés en Allemagne a été ouvert à Copenhague. La réduction des allocations de chômage a réduit bien des chômeurs danois à se laisser envoyer dans le Reich et, par leur travail, y aider Hitler à maintenir l'occupation de leur patrie.

En Hollande, les Nazis exigent que tous les chômeurs qui ne peuvent trouver à s'occuper dans des entreprises hollandaises, soient déportés en Allemagne comme coolies de Hitler. Quelques wagonnées de sans-travail hollandais y ont déjà été transférés.

Mais le recrutement de ces esclaves hollandais n'allait pas assez vite au goût des Nazis. Ils décidèrent donc de hâter la démobilisation de l'armée hollandaise afin de pouvoir envoyer en Allemagne les soldats libérés ne pouvant pas trouver de travail en Hollande. Ils reprochèrent donc au commandant en chef de l'armée hollandaise et à son état-major, de traîner en longueur la démobilisation de l'armée hollandaise; ils destituèrent le grand quartier général de cette armée et déportèrent en Allemagne, comme prisonnier de guerre, le vaillant général Winkelman.

A présent, la démobilisation se fait sous la surveillance de Nazis hollandais et de militaires allemands. Quiconque d'entre les 50.000 soldats hollandais n'ayant pas encore été démobilisés, n'aura pas trouvé d'emploi jusqu'au 15 juillet, sera affecté au "Service national de reconstruction" où, sous la surveillance d'un officier hollandais, depuis des années connu comme agent des Nazis, il sera affecté à des travaux de terrassement, jusqu'à ce que --s'il n'a pas trouvé de travail dans une entreprise hollandaise-- il préfère la déportation dans le Reich à ces travaux éreintants.

Le pain en Hollande. (I.T.F.) Jusqu'à l'invasion par les troupes hitlériennes, le pain n'était pas rationné en Hollande. Le gouvernement hollandais avait stocké d'importantes provisions de blé fin d'assurer les besoins de la consommation pour une longue période.

Ces provisions faites avec les sommes versées par les contribuables hollandais ont été confisquées par les Nazis et l'autorité militaire a introduit le rationnement du pain en Hollande. Et, sans tenir compte du fait que l'ouvrier hollandais consomme en moyenne un tiers de plus de pain que l'ouvrier allemande, la ration de pain accordée en Hollande est d'un sixième inférieure à la ration allemande.

Le foot-ball est interdit pour les ouvriers hollandais. (I.T.F.) Désirant éviter que les manifestations sportives de l'Association hollandaise du sport ouvrier ne fournissent à des milliers d'ouvriers l'occasion de se rassembler, les Nazis ont interdit à cette Association d'avoir ses propres matchs de foot-ball. Les seuls qui soient encore permis dorénavant, sont les matchs organisés par des associations neutres.

Chasse aux ouvriers en France (I.T.F.) "Les gens que j'avais coutume de fréquenter" --ainsi déclara Ernest Bevin, dans un discours fait à Londres le 9 juillet--"ne se font aucune illusion quant à quoi il faut s'attendre de la part de Hitler. C'est aux ouvriers qu'on a fait la chasse en premier lieu dans chaque pays. En France, à l'Hure qu'il est, ce sont nos gens qui sont arrêtés, ce sont nos camarades dont on a perdu la trace, non pas le Comité des Forges, ni les gros gens d'affaires ."

Hitler proclame: Droit nazi pour tous les pays.-------- (I.T.F.) L'arrogance des dictateurs nazis ne connaît plus de bornes. Hitler a ordonné le 6 mai que le droit pénal allemand s'appliquera dorénavant aussi en dehors des frontières de l'Allemagne. Il a déclaré que des étrangers pourront être punis par des juges nazis, également pour des faits qui, dans leur patrie, ne sont pas punissables. L'ordonnance en question stipule:

"Sans tenir compte du droit local, le droit pénal allemand s'applique pour les suivants méfaits commis par un étranger à l'étranger:
Délits commis contre le titulaire d'une fonction de l'Etat ou du Parti, contre un soldat allemand ou un membre du Service du travail du Reich, pendant l'exercice de leurs fonctions ou en rapport avec ces fonctions ;
Actes de haute trahison ou de traitrise contre le Reich allemand;
Usage illicite d'explosifs ayant porté préjudice à des intérêts allemands;
Actes consistant à livrer un secret d'entreprise ou un secret professionnel d'une entreprise allemande.

Si quelque part en Amérique du Sud, un ouvrier occupé dans un établissement à capital allemand, refuse de payer des cotisations au Front allemand du Travail, si un marin mexicain donne à un mouchard nazi une raclée bien méritée, ou si un Chinois met à la porte un personnage importun nazi, les juges nazis pourront désormais leur infliger des peines sévères, s'ils réussissent à les attraper.

Ces exemples font apparaître sous un jour presque ridicule l'arrogance des dictateurs berlinois ivres de succès, car leur pouvoir ne s'étend pas au-delà des mers. Pour les ouvriers d'Europe toutefois, cette ordonnance peut offrir des aspects graves. Si un Yougoslave dénonce un espion nazi à la police, si un Français du midi, dans le territoire "autonome" de Pétain, interdit à un soldat allemand l'accès de son jardin, si un Suédois parle des usages commerciaux nazis qui ne sont que trop connus ou si un marin russe, dans un port quelconque du monde, traite Hitler d'imposteur, Goebbels de menteur et Göring de grosse panse avide d'argent, la Gestapo a à présent le "droit" de mettre la main sur lui, là où elle le peut et les juges nazis peuvent l'envoyer en prison pour des années.

L'ordonnance fut promulguée quatre jours avant l'invasion de la Hollande et de la Belgique. Des Belges, des Hollandais et des Français qui se sont dressés contre des membres de la 5ème colonne peuvent être jetés en prison par les juges nazis.... parce qu'ils ont défendu leur patrie. Des ouvriers hollandais, français et belges qui repoussent du pied la propagande anti-syndicale nazie s'exposent à des sanctions. ("Reichsgesetzblatt No.84 du 11 mai 1940.)

Salaire plus bas pour un rendement égal.

(ITF) Dans de longues années de lutte les syndicats ont réussi à faire accepter le principe de la réglementation des salaires au moyen de contrats collectifs. Là où un contrat collectif existe, l'employeur ne peut plus payer chacun de ses ouvriers selon son bon plaisir, mais des dispositions sont là qui fixent un minimum pour chacun d'eux. Après la destruction des syndicats allemands, les contrats collectifs disparurent à leur tour, mais désirant éviter une concurrence sans bornes par une dépression des salaires, Les Nazis firent établir par des fonctionnaires nazis certaines normes pour la fixation des salaires et une partie des conditions de travail. Ils donnèrent à ces fonctionnaires le beau titre de "commissaires au travail", mais le nom de "commissaires des employeurs" serait certes mieux à sa place. Car la plus grande partie d'entre ces fonctionnaires ont été autrefois conseillers juridiques d'associations patronales et ils reçoivent leurs directives du Dr.Mannsfeld, le dictateur des salaires aux ordres de Hitler et de Göring. Jusqu'à sa nomination, le Dr. Mannsfeld a été le syndic dirigeant des industriels de la Ruhr, connus pour être archi-réactionnaires. Il n'y a plus en Allemagne de syndicats ou de conseils d'entreprise qui pourraient surveiller le respect des taux de salaires fixés par ces messieurs. La dictature nazie a même expressément accordé à l'employeur le droit de rétribuer au-dessous du tarif le travailleur dont il aurait constaté que le rendement est inférieur au rendement normal. Depuis la guerre, les Commissaires au travail ont par surcroît autorisé les employeurs à rétribuer en principe des centaines de milliers d'ouvriers au-dessous du tarif normal.

Femmes exploitées. (I.T.F.) Les commandes de guerre sous la croix gammée rapportent aux industriels de la métallurgie berlinoise encore plus que celles exécutées pendant la dernière guerre sous l'Empire. Lorsque le Kaiser fit sa guerre, il y avait encore en Allemagne des syndicats, qui, même durant l'état de siège créé par la guerre, défendaient énergiquement les intérêts des travailleurs. Dans une âpre lutte contre l'industrie de l'armement et les généraux, ceux-ci réussirent à faire garantir aux ouvriers des établissements d'armement de Berlin et environs un salaire correspondant au travail fourni. Les ouvrières qui accomplissaient le travail d'un homme touchaient le salaire d'un homme. Aujourd'hui,les syndicats ont disparu en Allemagne; il n'y a plus qu'un Front allemand du Travail dont les secrétaires s'adonnent à la propagande pour le parti national-socialiste. A présent on exige des femmes travaillant dans ces industries qu'elles fassent le travail d'un homme contre une rétribution sensiblement inférieure. On communique ce qui suit des établissements Siemens: "Le travail des femmes ne le cède en rien à celui des hommes et le taux de rétribution de ces femmes se situe environ entre le salaire des hommes et le salaire normal d'une femme."La main-d'oeuvre féminine bon marché sert à accroître les bénéfices de guerre pendant cette guerre des Nazis.

Salaires arbitraires pour des centaines de milliers d'ouvriers juifs.-------- (I.T.F.) Le sujet préféré des orateurs nazis dans des meetings ouvriers a toujours été la répugnance des Juifs pour le travail manuel. Le médecin, le commerçant et le banquier juifs étaient pour eux autant de preuves que les Juifs n'accomplissaient aucun travail manuel. Le prolétariat juif des grandes villes,* de Vienne et de Pologne, était ignoré par eux. Il n'y a plus aujourd'hui en Allemagne, qu'un nombre infiniment petit de médecins juifs; des Nazis se sont établis dans les bureaux des banquiers juifs et les magasins juifs ont également passé entre leurs mains ou ont été fermés. Les Juifs qui ont encore en Allemagne une occupation rémunérée travaillent pour la plupart comme ouvriers non-qualifiés ou sont de petits employés. Primitivement, le plan nazi prévoyait que les Juifs seraient réduits au chômage permanent, mais la guerre vint réclamer la mobilisation de toute la main-d'oeuvre disponible. "La guerre a non seulement entraîné une occupation sur une échelle plus large des Juifs allemands et autrichiens, mais a encore eu comme conséquence qu'après l'occupation de la Pologne une population juive ou d'origine juive, se chiffrant par centaines de milliers, dut également être incorporée dans le processus du travail"- ainsi écrit "Das Schwarze Korps" .

* allemandes

Sur le papier, ces milliers d'ouvriers ont droit pour un plein rendement au salaire intégral. Les employeurs cependant usent vis-à-vis des ouvriers d'origine juive du droit qui leur a été conféré de payer un salaire inférieur au tarif quiconque fournit, à leur avis, un travail d'une qualité inférieure. Les travailleurs juifs sont privés de toute protection contre cette forme de dépression des salaires et bien des employeurs rétribuent depuis longtemps leurs ouvriers juifs à 10 et 15% au-dessous du tarif.

Cela ne suffisait pas encore au gré des Nazis. Ils veulent que chaque ouvrier juif verse une partie de son salaire à la caisse du parti nazi. Les juges nazis aident les trésoriers du parti. A Cassel ils décidèrent que les ouvriers juifs de cette ville seraient exclus du bénéfice de certaines allocations et indemnités pour les jours fériés, le congé annuel. Les patrons devront verser à la caisse du bien-être populaire nazi la partie du salaire qu'ils retiennent ainsi aux ouvriers juifs.

Le "Schwarze Korps", l'hebdomadaire influent de la Gestapo, recommande la décision prise à Cassel comme directive à tous les juges prud'hommaux allemands. Seulement la portée en est encore trop restreinte au goût de l'hebdomadaire de la Gestapo. Il désire introduire pour les ouvriers juifs un système de rémunération absolument arbitraire, et déclare que "les ouvriers juifs ont à travailler et cela à des conditions qui répondent à l'état de choses et à leur rendement", c'est-à-dire à des conditions qui répondent à un état de chose tel qu'il est vu par un employeur nazi.

Bien des employeurs allemands accueilleront avec satisfaction cette proposition de la Gestapo: des centaines de milliers d'ouvriers touchant des salaires de famine facilitent la réduction des salaires des autres.

Nouvelle ordonnance nazie frappant les salaires.---- (I.T.F.) En Allemagne, le régime des salaires est basé sur le principe des classes de lieu de résidence. Dans les localités importantes où les loyers et souvent aussi les prix des denrées alimentaires sont plus élevés, les salaires sont établis en conséquence. A la suite de la guerre, nombre de gares de marchandises ont été agrandies et des fabriques de munitions ont été construites dans beaucoup de villages industriels. La grande affluence d'ouvriers vers ces localités y fit monter les loyers ainsi que les prix de diverses denrées et les ouvriers, durement atteints par cette hausse, réclament une adaptation. Les autorités nazies cependant désirent empêcher que, par le passage de la localité dans une classe de lieu de résidence supérieure, les salaires soient adaptés au nouveau coût de la vie, car ils devraient dans ce cas accorder la même augmentation également aux cheminots et aux ouvriers des fabriques de munitions. Afin d'y couper court, la dictature a fait promulguer une nouvelle ordonnance sur les salaires. "Le ministre des Finances a qualité pour sortir certains établissements ou installations (casernes, gares etc.) ou petites agglomérations, de la classe de lieu de résidence de la commune dont elles font partie et pour les faire entrer dans une autre classe de lieu de résidence si les taux de la classe de résidence en question comportaient pour ces établissements de trop grands sacrifices."

C'est la bourse des employeurs que le ministre des Finances de Hitler désire ménager et ce sont les ouvriers qui payent les frais de la guerre. (Ordon. du 24 mai 1940.)

Les autorités nazies veulent le commerce clandestin.----- (I.T.F.) Celui qui, en Allemagne, dispose aujourd'hui d'articles dont il y a pénurie, peut se procurer à volonté des vivres supplémentaires. Un marchand de Heide in Holstein, E.Scheel, par exemple, offre des oeufs, du saucisson, du jambon et, lors de réponse par courrier, même une ou deux oies fumées, aux commerçants en gros en état de lui livrer l'extrait de tabac si nécessaire aux paysans comme insecticide. Il est en état de communiquer que le "Führer local des paysans", le premier bonze local nazi, a expressément approuvé ce troc. En effet, pour ces influents pachas locaux, le commerce clandestin est une chose coutumière et naturelle. - Ce ne sont que les "citoyens sans relations" qui se vient réduits aux maigres rations de vivres en vigueur en Allemagne.
(La lettre du marchand nazi fut reproduite le 6 juin dernier par le "Schwarze Korps".

QUE DIT LA T.S.F.?

(I.T.F.) Au cours de ces dernières semaines, l'appel des émissions transmises par les stations de T.S.F. libres aux peuples subjugués par la croix gammée, ne s'est hélas brisé que trop souvent contre le barrage des postes perturbateurs.

Lorsqu'un jour les postes perturbateurs atteignent leur but, le contact de dizaines de milles d'ouvriers en Allemagne, Italie, Autriche, Tchécoslovaquie, Pologne, Danemark, Norvège, Belgique, Hollande et France avec les postes émetteurs libres est brusquement coupé.

Néanmoins, les postes perturbateurs des dictatures ne peuvent pas brouiller les émissions sur toutes les longueurs d'ondes. Un grand nombre de stations réussissent à percer leur barrage tapageur et plus d'une d'entre elles pourra en temps voulu diffuser à l'intention des ouvriers des pays opprimés, des émissions écoutées par nous et que nous joignons à notre service d'information.

Nous complétons le présent numéro de notre publication par :
"Quel sera le sort des ouvriers français?" - B.B.C.
"Bevin comparé à Ley" - B.B.C.
"Les ouvriers du monde entier s'unissent contre Hitler" - B.B.C.

Quel sera le sort des ouvriers français? ---------- (I.T.F.)Dans un discours radio-diffusé dans lequel il s'adresse aux ouvriers français, M.Hauck a dit entre autres:

"Une question angoissante se pose à tous les militants de la classe ouvrière française: quelles seront désormais les conditions de travail et de vie des ouvriers français demeurés sous la botte allemande? Que deviendront les syndicats ouvriers, organismes indispensables de défense des travailleurs? Comment seront respectées les conquêtes sociales si chèrement acquises par des années de lutte, de persévérance et de courage?

Je sais bien que certains se font des illusions en disant qu'après tout les conditions de vie des ouvriers seraient aussi satisfaisantes sous le régime nazi que sous la domination du capitalisme français.

Admettons que ce raisonnement soit vrai, et que les Allemands préfèrent pour l'instant la patte de velours à la main de fer. Y aura-t-il parmi les travailleurs français, dont l'éducation politique est si ancienne et la finesse politique si grande, un seul homme pour être dupe de cette ruse grossière et d'ailleurs provisoire? Avant longtemps le temps viendra où l'Allemagne, affolée par la masse croissante et le rythme accéléré de la production britannique et américaine, devra tout mettre en oeuvre pour produire, elle aussi, des tanks, des obus, des avions. Croit-on qu'à ce moment elle hésitera une minute à proclamer la conscription des travailleurs français, à les enrégimenter à son service, à les envoyer en masse dans ses camps de travail et ses usines d'armements?

D'ailleurs, elle l'a déjà fait; dans certains départements occupés, des affiches ont été apposées ordonnant à tous les hommes valides de se présenter aux autorités allemandes pour être employés par elles. Le travail forcé commence pour les ouvriers français qui connaîtront avant longtemps, s'ils n'en ont pas déjà fait l'expérience, les horreurs de la dictature nazie.

Pourrait-il d'ailleurs, en être autrement? Partout Hitler a traîté les ouvriers comme un bétail qu'on conduit à laschlague; partout cet Attila motorisé, comme disait Léon Blum, a détruit sur son passage les organisations qui permettaient aux ouvriers de défendre leurs salaires et leurs conditions de travail. Où sont les syndicats allemands? Où sont les syndicats autrichiens? Où sont les syndicats tchécoslovaques? Le hitlérisme destructeur a passé là, il a livré les ouvriers à l'exploitation la plus dure, à la servitude la plus humiliante. Demain, ce sera le tour de la classe ouvrière française et de ses syndicats.

Dans la zône qui n'est pas occupée par l'Allemagne, que va-t-il se passer? Je ne veux pas faire de pronostics et passer un jugement prématuré. Mais l'histoire nous enseigne qu'il n'est pas de libertés démocratiques et ouvrières possibles dans un pays qui ne jouit pas de sa pleine indépendance nationale. Là aussi nos inquiétudes sont grandes.

Nos inquiétudes sont grandes, mais nos espoirs le sont aussi. Nous savons que nos camarades français sont prêts à opposer une résistance passive, mais résolue, aux exactions et aux persécutions de leurs maîtres

provisoires; nous savons qu'ils n'accepteront jamais, dans leur coeur, de travailler pour l'ennemi; nous savons qu'ils sauront mener avec la gouaille ingénieuse et fertile qui est la leur, la lutte de tous les instants contre l'envahisseur.

Les ouvriers du monde entier s'unissent contre Hitler.--- (I.T.F.) John Price, de l Union britannique des transports, parlant aux ouvriers allemands isolés du reste du monde a dit:
"La guerre devra être poursuivie jusqu'à la défaite finale de Hitler. "Ce n'est pas là uniquement l'opinion des ouvriers anglais; c'est également celle de nos anciens camarades en Allemagne et dans les pays qui se trouvent sous la domination des Nazis.

J'apprends d'Allemagne que certains camarades doutent de la possibilité pour l'Angleterre de mener à bonne fin la lutte contre Hitler, qu'ils se demandent si la puissance du régime nazi en Allemagne n'est pas devenue telle qu'aucune force au monde ne pourra plus le renverser. Nous avons en Angleterre un proverbe qui dit: "Que sait-il de l'Angleterre, celui qui ne connaît que l'Angleterre?" Et on pourrait dire de la même manière: "Que sait-il de l'Allemagne, celui qui ne connaît que l'Allemagne?" Lorsque, comme en Allemagne, on ne reçoit que des informations insuffisantes et souvent fausses sur ce qui se passe à l'étranger, on n'est pas en état d'établir un parallèle entre la puissance du régime nazi et celle de l'Angleterre démocratique. Nous, avec une presse et une T.S T.S.F. libres, sommes en mesure de voir les choses telles qu'elles sont.

Le peuple anglais tout entier est uni dans sa lutte contre Hitler. Ne soyez pas victimes du mirage que la présente guerre est la guerre d'une poignée de capitalistes qui n'ont à coeur que leur coffre-fort. Il n'en est pas ainsi. La classe ouvrière toute entière est groupée fermement derrière le gouvernement et les dirigeants du mouvement ouvrier font partie de celui-ci. Les ouvriers d'usine, les ouvriers des transports et les travailleurs agricoles travaillent avec une ardeur inconnue jusqu'ici. Aucun sacrifice, aucun effort n'est trop grand.

Les ouvriers font plus encore. Pendant leurs loisirs ils font du service volontaire dans la A.R.P. (défense contre avions) et dans le Corps auxiliaire de pompiers. En outre, ils ont formé des groupements d'épargnants qui mettent leurs économies à la disposition du gouvernement. Moi qui vous parle, suis moi-même du monde du travail et je puis vous assurer qu'ils font cela vraiment de leur propre volonté et que nous ne connaissons pas chez nous la "contrainte volontaire" inventée par les Nazis. Les organisations syndicales ont accordé au gouvernement d'importants prêts, libres d'intérêts.

Et les ouvriers anglais ne sont pas seuls. Ce n'est pas à un seul pays que vous avez affaire, mais vous devez compter avec tout l'Empire britannique. Dès le début de la guerre, les ouvriers de Nouvelle-Zélande se sont rangés de notre côté. Sous la direction de leur gouvernement travailliste, ils ont fait des miracles, les progrès réalisés par eux dans le domaine économique sont considérables. Le parti travailliste sud-africain a, dès le début, pleinement approuvé la guerre contre Hitler et en septembre déjà, son leader est entré au gouvernement. En Australie, le Parlement a voté une loi conférant au gouvernement des pleins pouvoirs pour la conduite ultérieure de la guerre et le parti travailliste s'est prononcé en faveur de ces pleins pouvoirs. Lors d'un congrès extraordinaire du parti, il fut décidé d'accorder au gouvernement les pouvoirs nécessaires pour mener la guerre d'une manière plus intensive.

Je pourrais vous entretenir pendant des heures et des heures des efforts faits par les ouvriers des dominions. Des ouvriers sont venus par exemple de Terre-Neuve pour se rendre utiles dans l'industrie du bois. Des troupes affluent de toutes les parties de l'Empire avec l'unique désir de lutter à nos côtés contre Hitler. Hitler et ses consorts apprendront ce que peut signifier l'indignation des travailleurs.

Je dois également ici, faire mention des travailleurs venus de pays européens. Des ouvriers autrichiens, polonais et tchécoslovaques ont combattu avec nous en Norvège et en France. Les ouvriers norvégiens ont montré un admirable esprit de sacrifice en défendant leur patrie, sous la direction de leur gouvernement travailliste.

Le gouvernement norvégien poursuit à présent de Londres, sa résistance contre Hitler. Les marins norvégiens ont amené dans nos ports la flotte marchande norvégienne et leur organisation syndicale continue son activité sur le sol britannique. Des marins hollandais ont reconstitué à Londres leur section au sein de la Centrale néerlandaise des transports.

Un grand nombre de navires danois sont venus se mettre à notre disposition. Leurs équipages ont été groupés en une section spéciale de notre Union nationale de marins. Ce développement est de la plus haute importance dans cette guerre contre les Nazis. Il montre que les ouvriers des pays asservis aussi, sont déterminés à poursuivre la lutte de toutes leurs forces.

En effet, c'est à juste titre qu'on peut dire que les ouvriers du monde entier se rallient. Ils s'unissent pour briser les fers qui à l'heure qu'il est enchaînent les ouvriers d'Europe.

Bevin et Ley (I.T.F.) Des mois durant, la presse allemande a célébré Ernest Bevin, le secrétaire général de l'Union britannique des transports, comme le champion des travailleurs britanniques, contre leurs réactionnaires patrons. Lorsque Bevin entra au cabinet comme ministre du Travail, afin de mobiliser les travailleurs contre le nazisme, cette même presse allemande garda pour commencer un silence embarassé. Vint ensuite l'habituel déluge de mensonges. Dans un discours aux travailleurs allemands R.H.S. Crossman met les choses au point. En voici quelques passages: /"Völkische Beobachter"

L'autre jour, dans le / Alfred Rosenberg qualifia nos militants syndicalistes (anglais) de "capitalistes manqués". Il est évident que l'éminent professeur du racisme compare nos syndicalistes aux chefs du Front allemand du Travail. Il est un fait indéniable cependant qu'Ernest Bevin le secrétaire général de l'Union britannique des transports, actuellement ministre du Travail est un homme pauvre comparé au Dr.Ley. Il ne possède pas, lui, de luxueuse villa dans la banlieue de Londres et il ne fréquente pas de milieux aussi aristocratiques que ceux où se meut le Dr.Ley. Celui qui, comme Ernest Bevin, travaille pour ses camarades syndicalistes, ne prend pas part à de bruyantes beuveries, pour lesquelles le chef du Front allemand du Travail n'est que trop fameux. Il ne pourrait être nié qu'à ce point de vue, Ernest Bevin ne saurait se mesurer avec Ley, qui lui, est arrivé. - Ce qui nous surprend c'est qu'Alfred Rosenberg critique cela et prétend en même temps que l'Allemagne est en guerre contre la ploutocratie et pour le socialisme.

Voyons quel est ce gouvernement que les Nazis qualifient de ploutocrate. A la tête du ministère des Mines se trouve David Grenfell, un homme qui a été lui-même mineur pendant de longues années et que tous les mineurs connaissent pour son activité dans l'Internationale des mineurs. Le ministère de l'Armement est dirigé par Herbert Morrison, fils d'un agent de police londonien, qui gagna sa vie comme vendeur de journaux jusqu'à ce qu'il fut appelé aux fonctions de secrétaire de la section de Londres du parti travailliste qui, sous sa direction, gagna à sa cause la majorité des Londoniens. Lui aussi, doit le céder, à certains points de vue au Dr.Robert Ley.

Enfin, Ernest Bevin entra récemment au gouvernement comme ministre du Travail. Il débuta lui, à Bristol comme manoeuvre, se dévoua ensuite à l'organisation de l'Union générale des travailleurs, puis avant la Grande-Guerre devint connu comme l'avocat des dockers, l'homme qui conduisit à la victoire les dockers dans leur lutte pour des conditions de travail décentes. Son plus récent succès--il y a de cela seulement quelques années--fut l'organisation des travailleurs des transports routiers dans son union et la conclusion d'un bon contrat collectif à leur intention. Si vous désirez savoir qui lutte pour le socialisme et qui pour le coffre-fort et l'arrivisme, vous n'avez qu'à comparer Bevin et Ley comme hommes et comme leaders ouvriers.

Mais on vous fait accroire que Bevin n'est qu'un instrument entre les mains des capitalistes. Je voudrais bien voir l'homme qui ferait de Bevin un instrument. Lorsqu'il prit sur lui de mobiliser les travailleurs britanniques pour la guerre, il entra au gouvernement, non pas comme un agneau travailliste parmi des loups capitalistes, mais comme un leader reconnu de millions d'ouvriers organisés et il entretient au cours de son activité gouvernementale un contact permanent avec le Congrès des trade-unions. Un exemple: Vous savez que dans vos entreprises (en Allemagne) l'employeur peut traiter ses ouvriers comme bon lui semble et personne

n'a le courage de prendre ouvertement le parti des ouvriers. Chez nous en Angleterre, Bevin a fait le nécessaire pour que les délégués du personnel, librement élus par leurs collègues conservent leur influence. L'employeur n'ose pas ignorer les désirs de ses salariés et il consulte leurs délégués. S'il néglige de le faire, il s'attire des désagréments avec Ernest Bevin, le ministre du Travail d'un gouvernement que le Dr. R. Ley ose qualifier de ploutocratique. Il y a quelques jours, Ernest Bevin s'est adressé aux ouvriers britanniques. Il ne le fit pas en bonze de parti qui donne des ordres à ses subordonnés, mais en leader librement élu par un peuple libre. Il décrivit dans les détails les plans qu'il avait élaborés en collaboration avec ses collègues syndicalistes afin d'éviter un excès de fatigue des ouvriers et de leur assurer des loisirs. Il termina son discours comme suit: Un jour les succès de Hitler seront anéantis et le nom de la Grande-Bretagne figurera dans les annales de l'histoire, non pas comme une nation impérialiste mais comme un peuple insulaire qui à une heure critique dans l'histoire, a su défendre la liberté contre la tyrannie.

Rosenberg a certainement raison: Bevin est bien un capitaliste manqué. Entré au gouvernement, il reste ce qu'il a toujours été: un ouvrier et un militant ouvrier."